

La Chine, d'un État honni à incontournable en Côte d'Ivoire

Xavier AURÉGAN

Institut français de géopolitique – université Paris-VIII,
France

Résumé

Conspué avant 1983 et la reconnaissance diplomatique bilatérale, recherché depuis car devenu indispensable, l'État chinois, dans sa relation avec la Côte d'Ivoire, est passé par plusieurs phases contradictoires. Si le cas ivoirien n'est pas isolé, dans ce grand jeu économique et politique sino-africain, il est représentatif d'un profond changement de paradigme géopolitique. L'évolution des représentations, des rapports, de l'historicité sino-ivoirienne, peut être mise en exergue par trois principaux facteurs d'appréciation ou d'analyse : la coopération (APD), la géographie politique, ou, géopolitique (rôle de la RPC dans la crise ivoirienne), et les géographies humaine et économique (migrations chinoises en Côte d'Ivoire, implantation d'entreprises à capitaux chinois). Ces trois éléments permettent effectivement de déconstruire la pluralité des schèmes, inhérents à cette puissance africaine qu'est devenue la Chine populaire, accueillie et recherchée, et dont son rôle, en Afrique subsaharienne, reste encore à démystifier.

Mots-clés : République populaire de Chine, Côte d'Ivoire, Afrique, géopolitique, coopération, migrations

Abstract

Booed before 1983 and the bilateral diplomatic recognition, sought-after since because it became indispensable, the Chinese State, in its relation with Ivory Coast Republic, passed by several contradictory phases. If the case of the Ivory Coast is not isolated, in this big China-Africa economic and political game, this example is representative of a deep change of geopolitics paradigm. The evolution of the representations, of the reports, of the China-Ivory Coast historicity, can be put highlighted by three main factors of appreciation or analysis: cooperation (APD), the political geography, or, geopolitics (role of the RPC in the crisis of the Ivory Coast), and the human and economic geographies (Chinese migrations in Ivory Coast, implantation of companies to Chinese funds). These three elements permit to understand the plurality of the patterns, inherent to this African power that became the popular China, welcomed and sought-after. Its role in sub-Saharan Africa, remains to demystify.

Keywords: People's Republic of China, Ivory Coast, Africa, geopolitics, cooperation, migration

La thématique « Chine-Afrique », subitement découverte par les médias francophones à la suite du troisième Forum de coopération sino-africain (FOCAC) de 2006, est l'un des sujets les plus commentés, documentés et analysés, lorsqu'on aborde le continent africain. Sous les angles – et disciplines – de l'économie, de la géographie humaine, des relations internationales et de la géopolitique parfois, cette relation, souvent prise et vue comme globale, est pourtant et de manière quasi exclusive, un « rapport » bilatéral, symétrique. À cet égard, il convient donc, en premier lieu, de limiter le spectre géographique à un État, seule échelle permettant de décrire, objectivement et le plus exhaustivement possible, les enjeux liés à ce changement de paradigme géopolitique au sein des Afriques. Cet État, la Côte d'Ivoire, est un choix motivé par plusieurs facteurs économiques et (géo)politiques. Premièrement, Yamoussoukro – et *a fortiori* Abidjan, capitale économique – fut certainement la meilleure représentation africaine du pré carré français, personnifié par Félix Houphouët-Boigny, député dès 1945 et ministre à partir de 1956. Relais de Paris en Afrique de l'Ouest, il s'opposa avec véhémence à toute avancée progressiste et communiste sur le continent, prenant en quelque sorte et à contre-pied la politique étrangère parisienne qui reconnaît pourtant Pékin dès 1964. La « Chine rouge » de Mao Zedong à Ye Jianying, de 1949 à 1983, est ainsi stigmatisée, accusée de tous les maux, en un mot, honnie. L'année 1983 sera toutefois celle de la rédemption, d'un virage (géo)politique à 180 degrés. Anachronique ou dans le « sens de l'histoire », toujours est-il que cette reconnaissance diplomatique s'accompagne d'un profond désaveu, d'une trahison : Taïwan disparaît officiellement de la scène diplomatique abidjanaise. S'ensuit une période diplomatiquement creuse, vide, jusqu'au décès du parti unique, et celui, trois ans plus tard, en 1993, de son fondateur-président, Houphouët-Boigny.

Ce premier acte de la relation sino-ivoirienne est, fort à propos, intégré par le dauphin Henri Konan Bédié, qui, fort du retour sur la scène africaine de la Chine populaire, après un repli endogène et politico-économique chinois, s'empresse de véritablement lancer et rehausser cette relation. Le temps de la vindicte est effectivement passé de mode depuis une décennie, et les trois gouvernements de Daniel Kablan Duncan, Premier ministre jusqu'au coup d'État mené par Robert Gueï le 24 décembre 1999, voient en Pékin un partenaire responsable, utile, et permettant de diversifier les sources de financement. Le mandat avorté d'Henri Konan Bédié impulse une authentique politique bilatérale de coopération et voit, année après année, une progression des échanges commerciaux et des investissements chinois en Côte d'Ivoire. L'essor et la densification des relations sino-ivoiriennes connaissent, de fait, une période de transition forcée entre 1999 et 2000, entre le coup d'État et l'élection « calamiteuse » de Laurent Gbagbo à la présidence de la République.

Troisième temps de cette relation, le « mandat » de Laurent Gbagbo, entre 2000 et fin 2010, est celui de l'assise diplomatique, économique et sociale de la Chine populaire en Côte d'Ivoire. D'un État honni, puis recherché et accueilli, à incontournable, la Chine continentale sera passée par plusieurs phases qu'il est nécessaire de détailler, d'analyser et de « déconstruire ». Par des données, des informations et des documents cartographiques empiriques, cette contribution à la compréhension des rapports sino-africains, par le prisme ivoirien, doit permettre de démystifier cette « nouvelle » référence géopolitique, inhérente à l'aire géographique que sont les Afriques, et ce, à travers trois axes intégrés en filigrane : la coopération (aide publique au développement, APD), la géographie politique, ou, géopolitique (rôle de la RPC dans la crise ivoirienne), et la géographie humaine et économique (migrations chinoises en Côte d'Ivoire, implantation d'entreprises à capitaux chinois et échanges commerciaux).

1. La Côte d'Ivoire houphouëtiste, de l'anticommunisme au pragmatisme

Non dénué d'opportunisme, de paradoxes, mû par une vision de l'État pour le moins personnelle et personnalisée, Félix Houphouët-Boigny (1905-1993) mena, dans le contexte de la guerre froide, une politique *a priori* claire et sans ambiguïtés, celle d'un anticommuniste bien-pensant en phase avec le bloc occidental-étasunien. Pourtant, le premier chef d'État ivoirien (1960-1993), fondateur du RDA (Rassemblement démocratique africain) et de son pendant territorial ivoirien, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), ne fut-il pas appuyé et familier des communistes siégeant à l'Assemblée nationale française, notamment en 1950, lorsque la rupture entre le PCF (Parti communiste français) et le RDA houphouëtiste est consommée, ou encore par les groupes d'études communistes abidjanais lors de la création du PDCI ? Ne fut-il pas élégamment qualifié de « stalinien » par l'administration coloniale ? De fait, le « vieux » père de la nation ivoirienne, « anticolonialiste », représentant élu d'une Afrique de l'Ouest émancipatrice, en partie autonomiste, ne peut être qualifié de « communiste », cette alliance, impie, étant simplement le fruit de circonstances, de jeux de pouvoirs et de rivalités franco-françaises. Le PCF, seule organisation de portée nationale à défendre la position d'Africains entrés dans l'histoire de la quatrième puis de la cinquième République, était effectivement l'unique possibilité, l'unique porte-voix pour défendre les réformes structurelles post-AOF¹.

1. L'AOF, l'Afrique-Occidentale française (1895-1958), regroupa huit colonies en Afrique de l'Ouest : les actuels Mauritanie, Sénégal, Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Bénin.